

TARNAC PRODUCTION

LE 12 MARS 2012 GUILLAUME DASQUIÉ

Tarnac dossier judiciaire scandaleux, dérive éloquente de l'antiterrorisme à la française. Certes. Mais aussi et surtout grand cirque de l'information, dans lequel les médias usent de la même indignation affectée pour des thèses opposées. Choses vues et réflexion avec David Dufresne, auteur de "Tarnac, magasin général".



L'affaire de Tarnac, symptôme à un plus d'un titre. Pas seulement d'une nouvelle forme de militantisme dur sur-interprété par des services antiterroristes toujours soucieux de justifier leurs pouvoirs dérogatoires. L'affaire de Tarnac montre aussi des médias qui pendant plusieurs mois ne parviennent pas à reconstituer cette complexité-là sans parti pris. L'information selon laquelle des militants ont bien dégradé des voies ferrées, mais que leurs actes relèvent du vandalisme et non pas du terrorisme, appartient au domaine de l'indicible. Comme si elle ne plaisait à personne.

Comme si, dans les médias, les stratégies de communications des uns et des autres profitaient alternativement d'une chambre d'écho. Celles des services de renseignement, de la police, des avocats, de la ministre de l'intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie, et des militants politiques proches du groupe de Tarnac. Ce jeu des médias dans l'affaire de Tarnac apparaît tout au long du livre **"Tarnac magasin général"**, que vient de publier l'auteur et journaliste David Dufresne aux éditions Calman-Lévy. L'affaire judiciaire y passe au second plan et laisse la place à une comédie politico-médiatique. Piquante. Entretien.

L'affaire de Tarnac présente des médias versatiles, reprenant d'abord sans trop de discernement les affirmations policières, puis, dans un deuxième temps, cherchant à démontrer que les militants de Tarnac n'ont jamais dégradé de voies ferrées, avec le même entrain. Comment analysez-vous ce passage entre deux postures radicales ?

Effectivement, il existe un effet de balancier. Il s'est opéré en trois semaines. Dans un premier temps, le discours de Michèle Alliot-Marie se retrouve partout, comme dans ce journal de 13h de France 2 du 11 nov 2008, jour de l'arrestation, peut-être le plus caricatural. Toute la phraséologie policière transpire dans le commentaire. Le reportage dit « Ils avaient une épicerie tapie dans l'ombre » [une sentence aujourd'hui détournée par des cartes postales, en vente dans l'épicerie de Tarnac, NDLR]. Puis les mis en examen, les proches, et les comités de soutien s'organisent et développent leur discours, que certains ont qualifié d'innocentiste, et qui va supplanter le premier. Une raison à cela: dans les journaux, au *Monde*, à *Libération* comme à *Mediapart*, par exemple, c'est une question d'hommes, de journalistes, de rivalités. Comme ce sont des titres où la contestation interne peut s'exprimer, ça s'exprime aussi dans leurs pages.

Pourquoi de nombreux journalistes ont-ils immédiatement adhéré à la thèse policière ?

Il faut comprendre la propagande de départ. Le cabinet de Michèle Alliot-Marie « travaille » alors les rédactions depuis longtemps pour les convaincre de l'existence d'une résurgence de la violence ayant pour origine une nouvelle extrême gauche, qui prendrait son origine dans les mouvements anti-CPE. Le cabinet de Michèle Alliot-Marie a demandé à la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) puis à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de monter des dossiers sur ce thème.

Ceux-ci étaient présentés et débattus lors des fameuses réunions du jeudi soir de la place Beauvau [révélées par le livre de David Dufresne, NDLR], des réunions uniquement consacrées à l'anti terrorisme et réunissant les patrons de la police. Joël Bouchité, de la DCRG et Bernard Squarcini de la Direction de la surveillance du territoire (DST, bientôt transformée en DCRI, NDLR) y participent.



La ministre est présente, prend des notes, elle est très attentive et exigeante. J'ai rencontré un certain nombre de participants à ces réunions. Les chefs de la police étaient impressionnés par MAM. Sur le mode: on ne contredit pas un ministre! En outre, en matière d'antiterrorisme, la DCRI va alors être créée, chacun doit prendre un « créneau », c'est le terme employé par plusieurs policiers, devenir légitime dans une spécialité. Bouchité voudrait prendre l'extrême gauche et la contestation radicale tandis que Squarcini ne prendrait que les islamistes.

Ces enjeux de pouvoir et de légitimité créent des effets de loupe considérables sur les sujets qu'ils abordent. Comme par exemple le rapport de juin 2008 du ministère de l'Intérieur, brandissant quasiment le retour d'Action directe. Tout le scénario de l'affaire de Tarnac est préparé dans ce cadre. Et les contacts du ministère dans les médias font le reste. En entretien, Squarcini m'a confié : « pour nous le groupe de Tarnac c'était un pot de feu qu'on laissait mijoter ». Il y a aussi Alain Bauer, le consultant en sécurité de l'Élysée, qui vient d'acheter « L'insurrection qui vient » [un essai politique attribué au groupe de Tarnac, NDLR]. Il lui accorde beaucoup d'importance. Un tel homme d'influence, qui a l'oreille du président, en parle à des amis journalistes. Il en remet aussi un exemplaire à un Frédéric Pechenard, le directeur de la police nationale.

Au moment de l'interpellation du groupe de Tarnac, largement médiatisée, les esprits ont déjà été préparés, mais comment cette mise en condition s'exerce au moment ultime ?

L'enquête préliminaire est ouverte en avril 2008. Au mois de novembre, elle n'est pas encore bouclée. Mais arrive la nuit du 7 au 8 novembre durant laquelle des voies ferrées font l'objet d'actes de vandalisme. Ça fait l'ouverture dans les journaux de 20 heures. L'Élysée s'informe et appelle le Ministère de l'Intérieur, qui appelle les services de sécurité, comme toujours lorsqu'un sujet sécuritaire occupe l'espace médiatique. Certains, dans ces services, veulent attendre. Mais le pouvoir politique exige une réponse médiatique. La Sous direction antiterroriste chargée de l'enquête de terrain voudrait peaufiner ses investigations en prolongeant la surveillance.



Gérard Gachet, porte-parole du ministère de l'Intérieur évoque des SMS de journalistes: la place Beauvau craint alors les fuites. Le pouvoir exécutif choisit le 11 novembre pour bénéficier d'une caisse de résonance énorme, l'actualité étant essentiellement occupée par les commémorations ce jour-là: c'est une constance, en France, le 11 novembre, depuis 1918, il ne se passe rien! À 6h du matin, 150 policiers investissent Tarnac et débutent les perquisitions dans les différents corps de ferme. À 8h32, les perquisitions sont en cours mais déjà un communiqué du ministère de l'Intérieur annonce triomphalement l'opération. Vers 10h un journaliste de France 3 arrive de Limoges, passe les barrages et réalise des images, très fortes, violentes, avec des policiers en cagoule surarmés, alors que l'opération est toujours en cours.

Une heure plus tard environ, vers la fin de matinée, Michèle Alliot-Marie organise une conférence de presse dans son bureau alors que la perquisition est toujours en cours. Mais à ce moment-là, les policiers savent qu'ils n'ont rien trouvé quant à d'éventuels préparatifs d'actes terroristes. Trop tard, la machine est lancée. MAM construit une image qui est celle de ces conférences de presse des années 80, au moment des affaires Action directe et du terrorisme en relation avec l'extrême gauche. Moins de deux heures plus tard, Claire Chazal invite Guillaume Pépy, le patron de la SNCF [victime des dégradations, NDLR] qui renchérit sur le plateau de TF1. Le point d'orgue, c'est la Une de *Libération* du lendemain qui annonce « L'ultra gauche déraile ». Alors que tous les experts s'accordent sur le fait que les dégradations des caténaires ne pouvaient pas provoquer le moindre déraillement. Toute

cette construction médiatique de la place Beauveau a permis de convaincre de l'existence de cette menace terroriste là. Enfin, le lundi matin, l'Assemblée nationale acclame MAM d'une standing ovation. Le film parfait.

Comment cette croyance est-elle balayée puis remplacée par une autre ?

Les gens de Tarnac se sont mis à parler, ils ont signé des tribunes, produit un discours. Puisqu'ils ont été pointés par les médias, ils répondent par les médias. Dans notre époque, les deux vecteurs d'infamie ce sont le terrorisme et la pédophilie, deux accusations médiatiques a priori indiscutables et dont les personnes visées ne peuvent pas se remettre. C'est pour cette raison, d'ailleurs, précisément, qu'il faut les discuter. Et là, un mouvement de balancier s'opère. Les journalistes qui suivent l'affaire établissent une nouvelle narration: l'histoire devient, grosso modo, la bataille «des méchants flics contre les gentils épiciers». De leur côté, des policiers de base, loin des calculs politiques du début, veulent défendre leur travail. Ils se sentent seuls. Certains sont convaincus de la légitimité de leur travail d'autres doutent – notamment de la qualification de terrorisme des actes délictueux. Et puis une interview de Bernard Squarcini dans *Le Point* marque un tournant, où le ministère de l'Intérieur tente d'adapter sa narration. Il évoque la notion de « *pré-terrorisme* », affirme que les services « *ne fabriquent pas de dossiers* ».



Quelles leçons en tire l'appareil sécuritaire ?

Une gorge profonde m'a décrit avec beaucoup de détails comment fut décidé de lancer des « leurre médiatique », dès que le vent s'était mis à tourner. Pour elle, ceux qui ont provoqué l'incendie ont subi un retour de flamme. Il fallait éteindre l'incendie en tentant de justifier a posteriori cette dérive. Par exemple en organisant diverses arrestations dans les mois suivants pour entretenir le doute, taire les critiques, alimenter les journalistes amis aussi.

À ce titre, j'ai mieux compris pourquoi Bernard Squarcini m'a longuement reçu pour ce livre. Nos rendez-vous faisaient partie des consignes pour tenter de dégonfler l'affaire. Aujourd'hui, beaucoup de policiers me disent que depuis ils ne veulent plus toucher à l'extrême gauche, car ses membres auraient trop de relais dans la presse. Les flics disent,

BROZER

le 12 mars 2012 - 12:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Où l'on voit tout le mal que peuvent faire les fameux spin doctors dont notre clique politique sait si bien s'entourer. Et la cécité de notre presse, que je n'ose appeler 4ème pouvoir tant ses dents et griffes se sont usées sur les parquets cirés de la République.

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

U.H.M.

le 12 mars 2012 - 14:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Anonymous, Telecomix, hackers, contestataires, cyber-anarchistes, ou simples démocrates ulcérés par la ploutocratie paranoïaque en place, l'affaire de Tarnac illustre de quelle façon le complexe policier-sécuritaire est susceptible de vous tomber dessus à votre tour.

Ces cellules sont actuellement en train de monter les dossiers qui vous tomberont dessus. Ils tracent déjà vos communications et vos déplacements – songez seulement aux fadettes des journalistes du Monde, et aux cambriolages des sites d'information qui s'intéressent de trop près aux affaires Karachi ou Bettencourt. Songez aux menaces de mort que reçoivent les gens de Reflets.info lorsqu'ils enquêtent sur les activités d'Amesys, de Qosmos ou de Morpho.

Julien Coupat a été enfermé pendant plus de six mois, et constitue un cas de "prisonnier politique" depuis longtemps inédit en France. Il a été détenu sans preuve autre que les propos qu'on lui a prêtés dans "l'Insurrection qui vient", petit livre qui a suffi à donner au sarkozysme son prétexte. Il a été enfermé pour des raisons purement idéologiques, accablé par l'arsenal judiciaire anti-terroriste, instrumentalisé à des fins politiques par MAM et ses lieutenants et maître-chiens.

Si les Autonomes ont "trop de relais dans la presse" pour être désormais inquiétés, il n'en va pas de même des hackers et autres "pirates" que le pouvoir s'emploie à dépeindre en anarchistes voire en "terroristes". Oh bien sûr, il va leur être difficile d'enfermer quelqu'un sous prétexte qu'il manifeste contre ACTA... Mais si un hacker se pique de relier sa contestation à la tradition révolutionnaire qui donnait déjà des cauchemars au petit Sarkozy en 1968, si l'aspiration libertaire se fait plus précise, plus documentée, attendez-vous à l'action de ces barbouzes, attendez-vous à figurer rapidement dans les statistiques des inénarrables Bauer & Raufert, attendez-vous à vous retrouver dans la ligne de mire du bon Squarcini, avant qu'un Guéant ne vous déclare "préssumé coupable" et qu'un Courroye vous embastille au nom de la République et de sa nouvelle devise néoconservatrice : "Identité – Sécurité – Rentabilité".

Tarnac est un révélateur, et on doit l'avoir à l'esprit pour toutes les futures actions, les futurs propos des défenseurs des libertés individuelles et collectives face aux projets sécuritaires de techno-contrôle mis en place par les ploutocrates réactionnaires et leurs amis industriels.

Et comme le dit le juge Portelli sur un autre site ce matin, "le sarkozysme risque fort de survivre à Sarkozy", tant l'atmosphère de paranoïa, de soupçon, de présomption de culpabilité et de réaction conservatrice s'est répandue dans le pays.

VOUS AIMEZ



18

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ELARIPS

le 13 mars 2012 - 11:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



merci pour ce post très réaliste !

en ce moment bauer a aussi d'autre chat à fouetter !

<http://insecurite.blog.lemonde.fr/2012/03/11/criminologie-le-monde-universitaire-face-a-la-bande-a-bauer/>

je me demande parfois si ce ne sont pas ces personnes qui haïssent vraiment la France au point d'y mettre la zizanie ??!

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

B M

le 19 mars 2012 - 12:35 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Il est peut être temps de juger Michèle Halliot- Marie?????

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CARONNE

le 30 mai 2012 - 19:12 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



onjour cela ne m'étonne pas de part des mediats tous hypnotisés par l'appareil policier de de la droite la plus réactionnaire à la limite du fascisme instauré pas à pas par sorkosy qui à l'origine devait déposer ses valises aux usa.N'ouliions pas que les journalistes est race de leche ottes et qu'ils travaillent pour une systeme de la pensée unique.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

« Ils avaient une épicerie tapie dans l'ombre » | LES POSTIERS le 12 mars 2012 - 9:54

[...] : OWNI) (function(d, s, id) { var js, fjs = d.getElementsByTagName(s)[0]; if (d.getElementById(id)) [...]

Relevant readings | Peartrees le 12 mars 2012 - 14:44

[...] Au moment de l'interpellation du groupe de Tarnac, largement médiatisée, les esprits ont déjà été préparés, mais comment cette mise en condition s'exerce au moment ultime ? L'enquête préliminaire est ouverte en avril 2008. Au mois de novembre, elle n'est pas encore bouclée. Mais arrive la nuit du 7 au 8 novembre durant laquelle des voies ferrées font l'objet d'actes de vandalisme. Ça fait l'ouverture dans les journaux de 20 heures. L'Élysée s'informe et appelle le Ministère de l'Intérieur, qui appelle les services de sécurité, comme toujours lorsqu'un sujet sécuritaire occupe l'espace médiatique. Tarnac Production » OWNI, News, Augmented [...]

Affaire Tarnac : Le juge Fragnoli obtient son dessaisissement | Impartia le 9 avril 2012 - 23:02

[...] <http://owni.fr/2012/03/12/tarnac-production/> [...]

Magnifique mobilisation à Notre-Dame-des-Landes! | Le Crestois déchaîné le 18 novembre 2012 - 21:08

[...] à la manif de soutien suivante. Ca avait déjà été le cas il y a quelques années suite à l'affaire Tarnac, dont on sait ce qu'elle est devenue... Pensons ainsi à tous nos gouvernements successifs [...]